

Les Forces Armées boliviennes dans le « Processus de Changement » du gouvernement d'Evo Morales (2005-2013)

Un aperçu du « Processus de Changement » en Bolivie

Depuis l'ample victoire du MAS¹ aux élections générales de décembre 2005 et l'accès à la présidence de la République de son leader, Evo Morales Ayma, la Bolivie se trouve engagée dans ce que le pouvoir en place désigne comme le « Processus de Changement ». Il s'agit d'un processus de réformes multiples et fondamentales, visant à réorganiser en profondeur la République Bolivienne suivant les axes principaux du programme du MAS, le Socialisme et l'Indigénisme.

Ce processus, lancé dès le mois de janvier 2006, repose sur un rejet frontal de la politique d'inspiration libérale engagée à partir du milieu des années 1980, mais aussi plus généralement sur la remise en cause de l'esprit et des structures d'un Etat resté jusque-là aux mains de l'oligarchie traditionnelle, et hérité de la colonisation espagnole. Appuyé sur une solide base populaire, et conforté par des succès électoraux répétés depuis 2006, le MAS entend mener une politique de revendication et d'affirmation de la Bolivie, à travers un développement et une modernisation accélérée, sous contrôle étroit d'un Etat renforcé, totalement identifié au parti : le tout devant se faire dans le respect et l'affirmation là encore des particularités nationales, avant tout du caractère « indigène » de la majorité de la population.

Complexe, non dénué de contradictions internes, à la fois modernisateur et empreint de traditions ancestrales ou revendiquées comme telles, le Processus de Changement constitue une véritable rupture dans l'Histoire du pays andin, comme il n'en avait certainement pas connue depuis la Révolution de 1952. Bien qu'il soit conçu pour le long terme, on peut d'ores et déjà retenir un certain nombre de réformes et mesures qui, en moins d'une dizaine d'années, ont modifié la donne nationale en profondeur : on retiendra d'abord les nombreuses nationalisations dans le domaine des hydrocarbures ou de l'énergie avant tout, et qui ont permis à l'Etat de reprendre la main sur des secteurs stratégiques, en même temps que de trouver une source de financement durable du Processus.

S'y ajoutent toute une série de mesures d'ordre social, qui semblent bien avoir fait progresser les conditions de vie traditionnellement difficiles du gros de la population, en même temps qu'attacher durablement au Parti et à l'Etat de larges secteurs de celle-ci, à qui ces derniers doivent sources d'emploi et revenus, santé, protection sociale ou

¹ MAS : « *Movimiento al Socialismo* » ou Mouvement vers le Socialisme, parti fondé en 1997 sur la base de syndicats de cultivateurs de coca ou *cocaleros* de la région centrale du Chaparé, et soumis alors à une politique d'éradication forcée des cultures illégales de coca, sous la pression des Etats-Unis.

encore éducation. Il convient de mentionner aussi l'approbation d'une nouvelle Constitution en 2009, clamant haut et fort la nécessité de liquider l'héritage colonial et de mettre fin à la dépendance : sont reconnues les spécificités des communautés indigènes, la prédominance de l'Etat, en même temps qu'une certaine dose d'autonomie pour les 9 grands départements qui composent le pays, désormais désigné comme Etat Plurinational de Bolivie.

On notera par ailleurs le lancement de nombreux projets de développement et d'infrastructures, en particulier routières, ainsi que la mise en place d'une politique d'industrialisation des considérables ressources naturelles du pays (gaz et pétrole, lithium, etc). Le projet national s'accompagne aussi d'une reformulation de la politique extérieure de la Bolivie, qui repose avant tout sur la rupture du lien traditionnel avec les Etats-Unis et les institutions de financement internationales, auxquels le MAS prétend substituer de nouveaux partenaires, en théorie plus conformes à la nouvelle ligne idéologique revendiquée par le Parti. Les relations ont ainsi été renforcées avec le Venezuela de Hugo Chavez, Cuba et l'ALBA, mais aussi la République Populaire de Chine ou même l'Iran, en bref tous les adversaires déclarés de l'Impérialisme américain dénoncé avec force par le MAS.²

A l'heure actuelle, il reste difficile de faire un bilan réel de la gestion du MAS : si certains succès en matière sociale pourraient se confirmer, on notera cependant que les réformes n'ont souvent pas eu la portée annoncée, en particulier les nationalisations qui constituent plus que tout un réajustement des accords et des taux d'imposition avec les investisseurs étrangers. Des doutes existent sur la bonne santé économique et financière du pays à long terme, pourtant proclamée par le MAS. Par ailleurs, l'adhésion ultra-majoritaire de la population au projet, mise en avant par le parti, semble bien plus fragile qu'il n'y paraît, comme l'ont démontré les multiples conflits sociaux qui ont eu lieu, surtout depuis 2010-11 et concernant des aspects importants du Processus. Enfin, bien que son ancrage au sein de la population et des organisations sociales ne soient pas remis en cause pour l'instant, lui offrant une position hégémonique au niveau national, le MAS est traversé de nombreuses courants souvent radicalement opposés, et perclus d'ambitions personnelles qui fragilisent l'ensemble.

Dans ce contexte, on notera que le parti a souvent démontré depuis 2006 une tendance à l'autoritarisme envers les reliquats d'une opposition atomisée, les grands médias, mais aussi ses propres partisans lorsque ceux-ci osent remettre en cause telle ou telle décision. S'y ajoute les préoccupations et les dysfonctionnements liés à une corruption, une contrebande et un narcotrafic qui semblent en pleine explosion depuis 2006.³

² Sur le MAS en général et les premières réformes engagées, on consultera l'ensemble des collaborations rassemblées dans : « *La Bolivie d'Evo : démocratique, indianiste et socialiste ?* » Alternative Sud, volume 16-2009/3, Editions Syllepse, Paris 2009.

Pour une chronologie partielle du premier mandat de Evo Morales (2005-10), voir : http://www.lostiempos.com/diario/actualidad/nacional/20100122/cronologia_54740_97218.html

³ Pour le dernier scandale majeur en date et impliquant des proches du pouvoir, voir entre autres : http://www.la-razon.com/nacional/seguridad_nacional/Desbaratan-corrupcion-extorsion-Ministerio-Gobierno_0_1732026843.html On pourrait cependant multiplier les exemples.

Autant d'aspects négatifs qui noircissent le tableau du Processus de Changement et pourraient remettre en cause à plus ou moins long terme, sa pérennité.

Ceci dit, rentrons dans le cœur du sujet, à savoir les Forces Armées boliviennes dans le Processus de Changement. A l'évidence, les changements majeurs que connaît la Bolivie depuis 2006 ont affectés l'institution armée. Elle est même directement concernée par différents volets du processus comme le renforcement de l'Etat, la modernisation du pays et l'affirmation de celui-ci au niveau international. Le but de ce travail est donc d'évaluer la position des Forces Armées face au Processus, de voir le rôle qu'on prétend leur donner depuis 2006, avec divers accents mis sur la nouvelle politique de Défense définie par le MAS, le renforcement du potentiel militaire et la reformulation des partenariats avec l'extérieur, fondamentaux pour les Forces Armées. Voyons donc ce qu'il en est.

Un acteur majeur de la politique nationale

Avec plus de 190 coups d'Etat réussis depuis la fondation de la République en 1825, l'armée bolivienne a longtemps constitué un acteur majeur de la vie politique nationale. Cependant, ce rôle de premier plan a pris fin en 1982 avec le retour aux casernes décidé par l'Etat-Major après presque dix-huit ans de gouvernements militaires continus. Discréditée, divisée, impuissante face à une crise économique et financière qu'elle avait contribué à créer, l'armée s'est alors prudemment retirée, laissant aux civils la responsabilité de gérer le désastre.

Ont commencé alors une vingtaine d'années pendant lesquelles l'armée a choisi de maintenir le profil bas, s'en tenant scrupuleusement aux rôles de soutien des institutions démocratiques et de non-délibération prévus par la Constitution. Victime elle-même des coupes budgétaires et de la politique libérale décidée dès 1985, l'armée a connu deux décennies de vaches maigres, aggravées par le tarissement de l'aide américaine, pourtant primordiale, déviée vers la Police Nationale engagée alors dans la lutte anti-narco. Les moyens sont vite venus à manquer alors que le matériel et l'équipement des Forces Armées, déjà limités, sont devenus obsolètes et insuffisants à mesure que les années passaient. A l'aube des années 2000, malgré les efforts de leurs cadres, les Forces Armées offraient en tout cas le visage peu reluisant d'une institution négligée par le pouvoir, abandonnée à son sort et sans espoir de voir sa situation s'améliorer.

En cela, la situation du personnel militaire ressemblait à celle d'une majorité de la population, dont les conditions de vie s'étaient considérablement dégradées au cours des années 1990, générant un mécontentement social grandissant dont le MAS, créé en 1997, a largement profité pour se développer.

Et c'est précisément pour faire face à l'explosion de ce mécontentement que les Forces Armées ont été contraintes, au début des années 2000, à sortir de leur isolement pour réprimer les troubles sociaux de grande ampleur qui ont touché le pays.

En 2003, obéissant comme le veut la constitution aux ordres du président d'alors, Gonzalo Sanchez de Lozada, les Forces Armées ont même eu à participer, en première ligne, à la répression meurtrière de soulèvements sociaux qui exigeaient un changement radical de politique : en vain, puisque Sanchez dût finalement partir en exil aux Etats-Unis, ouvrant la voie, après deux ans de gouvernements de transition privés de marge de manœuvre, à une confortable victoire du MAS fin 2005.

La victoire du MAS

A l'avènement du MAS en janvier 2006, l'armée s'est donc retrouvée dans une situation particulièrement incommode, celle d'une institution affaiblie, privée de moyens réels, et associée à la répression du mouvement social qui venait d'ouvrir les portes du pouvoir au parti. Le fantasme d'une suppression des Forces Armées sur le modèle du Costa Rica, rappel d'un projet inabouti de la Révolution de 1952, a alors été remis au goût du jour par certains analystes politiques.⁴

C'était pourtant mal connaître l'histoire des Forces Armées boliviennes : en effet, on oublie souvent que celles-ci sont à l'origine en Bolivie du courant nationaliste révolutionnaire dans lequel s'inscrit le MAS. Dès les années 1930, à la suite de la défaite contre le Paraguay pendant la guerre du Chaco (1932-35), une part importante de l'armée bolivienne a imposé, à travers des gouvernements dits « socialistes militaires », une série de réformes fondamentales comme la nationalisation des ressources pétrolières ou l'organisation d'un premier Congrès Indigène à l'échelle nationale, abolissant au moins dans le texte le servage encore en vigueur. Par la suite, cette même tendance des Forces Armées a appuyé de manière décidée la Révolution de 1952. Même après la chute de celle-ci en 1964, cette composante progressiste et nationaliste n'a pas disparu, au contraire, les Forces Armées dans leur ensemble se faisant le garant des acquis révolutionnaires comme la Réforme agraire ou la nationalisation des Mines, et cela même lorsque l'orientation générale des régimes militaires se faisait plus conservatrice. A l'occasion, cette même composante a pu imposer l'adoption de mesures fortes comme la nationalisation des exploitations pétrolières de la Gulf Co. nord-américaine en octobre 1969, qui reste encore aujourd'hui un symbole revendiqué par le MAS.⁵

Aujourd'hui, si le bilan tragique des régimes les plus répressifs des années 1970 est resté dans la mémoire de beaucoup, nombreux sont ceux, dans la société civile ou chez les militaires qui gardent à l'esprit le rôle de premier plan qu'a joué l'armée dans ce qu'on appelait alors la lutte anti-impérialiste et le nationalisme révolutionnaire.

⁴ Au début de la Révolution nationaliste de 1952, l'appui décidé d'une partie de l'Armée aux régimes autoritaires précédents, mis en place par les grands maîtres de l'oligarchie minière, avait laissé craindre une dissolution pure et simple de l'institution, à l'instar de ce qui fut appliqué au Costa Rica en 1954. Le courant nationaliste et socialisant de l'armée avait alors réussi à s'opposer à cette mesure, au nom de son rôle déterminant dans la victoire de 1952 et en promettant de reconstruire des Forces Armées dévouées à la cause révolutionnaire.

⁵ A ce titre, on retiendra que le MAS, en décidant des premières nationalisations le 1^{er} mai 2006, a tenu à faire occuper les campements pétroliers concernés par l'armée, reproduisant en cela la « geste » de la fameuse nationalisation de 1969.

En fait, au vu du programme général du MAS, on se rend compte qu'il existait, avant même l'accès au pouvoir de ce dernier un fond idéologique commun avec l'armée, à même de les rapprocher. Ceci explique probablement l'ovation reçue par le candidat Evo Morales lors de la campagne de 2002, lorsqu'il était venu, tradition oblige, présenter son programme devant l'Etat-Major et les officiers de la garnison de La Paz. Rappelons enfin que l'armée n'avait pas vu d'un bon œil le tournant libéral des années 1980 et s'en étaient même considérée comme victime.

Les velléités de revanche

Cependant, si le MAS avait conscience en 2006 de cet héritage commun, et comptait le mettre à profit comme nous le verrons par la suite, une partie de son électorat n'avait pas non plus oublié le rôle de l'armée dans la répression de 2003, en particulier ceux qui en avaient été les victimes, la population d'El Alto, banlieue de La Paz et fer de lance des mouvements sociaux. Le MAS a donc dû céder aux exigences de ces derniers et procéder à des purges au sein de l'armée. Un scandale lié à l'envoi aux Etats-Unis en 2005 de missiles chinois pour leur désarmement, considéré par certains comme une trahison, a constitué le prétexte idéal pour se débarrasser, moyennant une mise en retraite anticipée, d'un nombre important d'officiers supérieurs, généraux et colonels avant tout, qui occupaient le haut de la hiérarchie militaire.⁶

Si la mesure a provoqué l'émoi des officiers concernés, appartenant à pas moins de trois promotions issues du Collège Militaire, elle a cependant été plutôt bien accueillie par l'armée. En effet, alors qu'on pensait les régimes militaires durablement installés au pouvoir dans les années 1970, la carrière militaire avait attiré un nombre anormalement important de candidats, le Collège Militaire de La Paz produisant alors des promotions annuelles dépassant le millier d'officiers. Or à partir des années 1980, le retour aux casernes et la mise en sommeil de l'armée avaient révélé l'impossibilité pour les Forces Armées de maintenir un tel nombre d'officiers dans leurs rangs. Evidemment, à mesure qu'on ces derniers ont progressé dans la hiérarchie militaire, l'engorgement n'a fait que s'accroître dans les hautes sphères de l'institution. En effectuant cette coupe franche, officiellement pour des raisons politiques, le MAS a paradoxalement résolu momentanément ce problème. Et offert une ascension aussi rapide qu'inespérée à des promotions plus récentes et moins nombreuses, qui végétaient derrière sans espoir d'accéder un jour aux postes les plus importants.

Toujours dans l'esprit de satisfaire ses militants, le MAS a par ailleurs mis en jugement dès 2006 les huit généraux composant l'Etat-Major de 2003. Là encore, la mise en accusation d'officiers en retraite depuis deux ans au moins, et certes trop associés aux

⁶ <http://www.radiolaprimerisima.com/noticias/919/evo-destituye-a-mandos-militares-y-ordena-retiro-de-28-generales> et <http://www.lostiempos.com/diario/actualidad/nacional/20060125/accidentada-jura-de-cupula-militar-nombrada-por-1762-1762.html> : le prétexte avancé par le gouvernement pour se défaire de ces promotions est que celles-ci se seraient trouvées impliquées dans leur ensemble dans l'envoi aux Etats-Unis pour désarmement de missiles d'origine chinoise, propriétés des Forces Armées boliviennes : ce cas, confus, a été présenté par le MAS comme un cas de haute trahison et a provoqué par ailleurs les foudres des autorités de Chine Populaire.

gouvernements de 2003-2005, n'a pas vraiment soulevé d'opposition à l'intérieur des Forces Armées, conscientes qu'il fallait bien faire des concessions face au triomphe historique du MAS.

Le problème est venu après : en effet, les membres civils du gouvernement, mis en cause dans un procès annexe, ont tous fui le pays. Les militaires ont donc constitué les seuls justiciables présents en Bolivie, alors même qu'ils n'avaient fait qu'obéir aux ordres du pouvoir civil, et encore, sans grande motivation. Les peines extrêmement lourdes prononcées en 2011, jusqu'à quinze ans de réclusion, ont alors créé un malaise perceptible au sein des Forces Armées. Par la voix d'officiers en retraite, l'institution a dénoncé le précédent créé par ce jugement, qui condamne des officiers pour avoir suivi à la lettre les instructions d'un président démocratiquement élu.⁷ La chose a été perçue avec d'autant plus d'ironie que ce sont des générations qui ont connu les gouvernements militaires et s'étaient glorifiées par la suite d'avoir respecté le pouvoir civil et obéi aux ordres de celui-ci sans broncher.⁸

Le rôle de l'armée dans les actions répressives du MAS

Pour le MAS, une des conséquences de cette décision est que l'armée qui semblait avoir pris fait et cause pour le Processus a depuis montré plus de froideur pour s'identifier à celui-ci. On est loin de la rupture mais il est notable que lors des derniers conflits sociaux qui se sont multipliés à partir de 2011 justement, les Forces Armées ont refusé d'être associées à toute forme de répression.

Le cas le plus criant à ce propos est celui, fin septembre 2011, de la marche indigène pour la préservation d'un parc national, le TIPNIS, concerné par un projet de route le traversant : mandatés pour contrer cette marche, les Forces Armées ont argué de raisons techniques douteuses et prétexter de l'absence d'ordre écrit de la part du Président, pour éviter d'engager l'action prévue. La responsabilité de celle-ci est alors retombée sur la police, la répression brutale des marcheurs provoquant un scandale majeur en Bolivie comme à l'étranger.⁹ Toujours est-il que depuis 2011, les Forces Armées ont ainsi démontré leur capacité à garder leurs distances avec le Processus en cours, en tout cas lorsqu'il s'agit de défendre celui-ci avec violence.

⁷ On consultera ici l'opinion du général Véliz, commandant en chef de l'armée en 2003 et condamné à 15 ans de réclusion. http://www.laprensa.com.bo/diario/actualidad/bolivia/20110830/sentencia-por-octubre-negro-general-veliz-afirma-que-los-verdaderos_5058_8858.html

⁸ Sur la question de l'obéissance aux autorités démocratiques et les commentaires de généraux en retraite : http://www.lostiempos.com/diario/actualidad/nacional/20110901/octubre-negro-exjefes-militares-advierten-que-fallo-complicara-relacion-de_140076_287356.html

⁹ Sur le conflit du TIPNIS, on consultera le travail de Laetitia Perrier-Bruslé publié sur le site echogeo.org : « Le conflit du TPINIS et la Bolivie d'Evo Morales face à ses contradictions : analyse d'un conflit socio-environnemental. » <http://echogeo.revues.org/12972>

La volonté d'endoctrinement des Forces Armées

A l'évidence, il s'agit d'un échec pour le pouvoir en place, allant à l'encontre de la politique générale du MAS envers l'armée. Car en effet, prenant acte de la relative bienveillance des Forces Armées à son égard, le MAS a entrepris depuis 2006 une politique de rapprochement envers l'institution armée visant à lier intimement celle-ci au Processus en cours et dans laquelle on peut voir une certaine volonté d'endoctrinement. On a pu parler à ce titre de « massisation » des Forces Armées.

Il est vrai qu'après tout, l'armée constitue en théorie la seule institution à même de garantir la survie du gouvernement en cas de troubles, mais aussi la seule qui pourrait y mettre fin. Peu fiable, corrompue et traditionnellement opposée au MAS, la police n'est pas à même de jouer ce rôle. Il y a donc une part de nécessité dans cette politique, d'autant plus forte que les oppositions et les ambitions frustrées, à l'intérieur même du parti, ont commencé à apparaître dès la première année de pouvoir, et semblent se multiplier depuis.

Mais ce n'est pas la seule raison : il convient de rappeler que les Forces Armées boliviennes constituent surtout la seule institution viable présente sur tout le territoire. Elles disposent d'un ancrage solide dans tout le pays et au sein de la population, cela malgré les diversités très fortes et les réalités divergentes qui peuvent exister en Bolivie.

L'aspect le plus notable est le service militaire obligatoire¹⁰ : même si le MAS a su créer des structures adaptées aux étudiants des grandes villes, il s'est toujours refusé à mettre en place une professionnalisation de l'armée, pourtant réclamée au nom de la modernité par une petite partie de ses militants. Et à l'heure actuelle, l'essentiel des jeunes boliviens passent toujours à travers le crible du Service : or la caserne en Bolivie est le lieu d'apprentissage des rudiments de culture nationale, chère au MAS, mais aussi de l'alphabétisation, de la vaccination, des règles élémentaires de l'hygiène et même d'un début de formation professionnelle. Dans les garnisons où les Forces Armées sont installées, en particulier dans les régions isolées du pays, l'armée joue par ailleurs le rôle d'administration de substitution. S'y ajoute une participation active à l'organisation et à la structuration du territoire au travers de ce qu'on appelle l'Action Civique des Forces Armées qui construit routes, ponts, points d'eau potable et écoles un peu partout en Bolivie. Ce n'est pas une nouveauté, l'armée ayant joué ces différents rôles de longue date et souvent développé elle-même les moyens de le faire.

Or, conscient de l'importance majeure de ces actions à l'échelle nationale, confronté par ailleurs à l'inertie de services et institutions civiles auxquels ces tâches devraient incomber, le MAS a vite prétendu les encourager et même, disons-le, les instrumentaliser pour son propre bénéfice. Cela passe par l'association étroite des Forces Armées à certaines décisions gouvernementales comme les premières

¹⁰ Le service militaire obligatoire date de 1907 en Bolivie et prévoit l'appel annuel sous les drapeaux des jeunes boliviens de 18 ans, pour une durée de deux ans en théorie, un an dans la pratique. Les femmes peuvent demander à participer à une forme particulière de service qui leur est réservée.

nationalisations (voir note 5 en bas de page 4) ou encore l'association de la figure présidentielle et du sigle du parti à certaines actions civiques des militaires.

C'est aussi dans cette optique que l'on peut comprendre les différentes mesures adoptées depuis 2009 et qui visent à associer la doctrine et la symbolique militaire au parti au pouvoir : on peut citer par exemple l'adoption de la *Whipala*, drapeau indigène multicolore comme drapeau officiel, en même temps que le tricolore, et qui apparaît désormais sur les uniformes. Même chose pour l'apprentissage obligatoire de langues indigènes imposés à tous les services de l'Etat, armée comprise, ou encore l'intégration en grandes pompes de militants du MAS issus des communautés indigènes, obligatoires pour l'administration civile autant que pour le Collège Militaire.

Or, alors que les civils ont souvent traînés des pieds, du fait d'une traditionnelle discrimination sociale et « raciale », les Forces Armées ont répondu présent et constituent le bon élève d'une politique présentée comme un volet de la « décolonisation » de la société engagée par le MAS. Il faut dire, pour être honnête que l'armée n'a eu de grands efforts à faire puisque l'essentiel de ces mesures faisaient déjà partie des pratiques militaires depuis longtemps. En effet, l'armée bolivienne a toujours constitué un moyen d'ascension sociale pour les classes montantes, aujourd'hui les indigènes des communautés, mais à d'autres époques, les petites classes blanches pauvres de province ou les couches métissées des périphéries urbaines. Tout cela ne se fait pas sans heurts, mais les résultats sont là. Les langues indigènes ont toujours constitué une nécessité pour les officiers au contact de la troupe et même l'adoption de la *Whipala* était un projet de l'armée remontant à 1992, mais resté dans les cartons.

Plus difficile cependant a été la volonté de substituer au traditionnel cri des Forces Armées, « Subordination et Constance, Vive la Bolivie », une devise directement importée des nouveaux amis cubains « La Patrie ou la Mort, Nous Vaincrons ! ». Rappelons au passage qu'à ce jour, la seule victoire militaire bolivienne est l'écrasement de la guérilla du Che en 1967... Toujours est-il qu'en tentant la chose au début de 2010, le MAS a touché alors à l'héritage symbolique des Forces Armées, héritage qu'elles avaient défendu bec et ongles face à un projet similaire au moment de la Révolution de 1952. Devant la résistance ouverte de certains officiers, en particulier du commandant de la garde présidentielle, le MAS a dû transiger, obligeant à l'usage de la nouvelle devise lors des actes officiels en présence du gouvernement, mais tolérant dans les casernes le maintien de l'ancienne.¹¹

Loin d'être anecdotique, ce dernier point démontre encore les limites de l'adhésion apparente de l'armée au Processus et sa résistance à la volonté du MAS d'instrumentaliser l'institution à travers des démonstrations publiques d'allégeance. Les déclarations du général Cueto en 2010, alors commandant en chef de l'armée de terre, comme quoi son institution se réclamait du « socialisme, de l'anti-impérialisme et

¹¹ Sur ce thème : <http://www.eabolivia.com/seguridad/3442-fuerzas-armadas-anadiran-nuevo-lema-patria-o-muerte-propuesto-por-evo-morales.html>

de l'anticapitalisme »¹² revendiqués par le Processus ne doivent pas faire illusion. Le gros de l'armée accompagne un processus qui lui semble aller dans le sens de ses intérêts et de sa vision du pays, mais semble toujours prompt à prendre ses distances quand nécessaire.

Le rôle d'Evo Morales et ses conseillers en matière militaire

Ceci étant, le MAS a développé vis-à-vis des Forces Armées une politique plutôt habile. Avant d'en voir d'autres aspects, il convient de faire un certain nombre de commentaires à ce propos : même si les bases jouent un rôle de premier plan dans un parti qui revendique son essence populaire et prétend, sans partage aucun, s'identifier au peuple, le MAS reste une structure très hiérarchisée et placée sous la domination exclusive de son leader et fondateur, Evo Morales Ayma. Bien sûr, des courants existent qui traversent la structure du parti de part en part, horizontalement comme verticalement, mais Evo Morales occupe un rôle prépondérant. Dans une logique caudilliste, il assure à lui seul la cohésion de l'ensemble et arbitre les conflits, prononce grâces et disgrâces, et partage les responsabilités entre les différents courants qui composent le parti. Après réflexion et confrontations des différents points de vue en présence, c'est lui qui prend les décisions importantes qui doivent être appliquées à la lettre, selon un principe de « centralisme démocratique » revendiqué officiellement.

C'est encore plus vrai dans le cas de domaines réservés comme la Défense, le président de la République bolivienne disposant traditionnellement de vastes pouvoirs et prérogatives concernant ce secteur. En tant que capitaine général des Forces Armées, c'est lui qui chapeaute la structure militaire, décide de son usage, son développement, etc. C'est aussi lui qui désigne le haut commandement des Forces Armées comme celui de chacune des trois forces qui les composent, à savoir l'armée de terre, les Forces Aériennes et l'Armada¹³. Chef de l'Etat, mais aussi du gouvernement, c'est lui qui désigne le ministre de la Défense ainsi que ses adjoints vice-ministres. Un Conseil Supérieur de Défense National, revitalisé par le nouveau pouvoir, lui permet d'être en contact régulier avec les différents Etats-Majors, ainsi qu'avec le ministère de la Défense. De plus, la présence obligatoire des autorités militaires locales lors des nombreux déplacements présidentiels dans le pays, les multiples anniversaires de garnisons et des trois forces lui permettent, comme à ses prédécesseurs, de maintenir un contact fréquent, hebdomadaire en réalité, avec les différents échelons de l'institution.

Enfin, à cela, s'ajoutent un certain nombre de proches et responsables du parti et du gouvernement, qui sans être toujours officiellement chargés des questions de défense, jouent le rôle de conseillers dans ce domaine. Il s'agit d'une bonne demi-douzaine d'officiers en retraite, proches du MAS et qui ont lié leur avenir à celui-ci.

¹² http://www.lostiempos.com/diario/actualidad/nacional/20101115/ejercito-de-bolivia-se-declara-socialista_99116_192239.html

¹³ Créée en 1963, à l'origine comme force fluviale et lacustre, l'Armada bolivienne est la plus petite des trois forces, mais joue un rôle essentiel dans le contrôle des régions amazoniennes qui occupent les deux tiers du territoire.

Reconnaissant, Evo Morales leur a confié des missions diverses, diplomatiques ou autres, ainsi que des responsabilités importantes.¹⁴

Parmi eux, on retiendra le général César Lopez, entre temps tombé en disgrâce, et surtout, le général Freddy Berzatti, ancien commandant en chef de l'armée, aujourd'hui sénateur et figure du premier plan du parti, qui à l'oreille du président avant tout pour les questions militaires. Bien sûr, il faut aussi citer Juan Ramon Quintana, actuellement ministre secrétaire de la Présidence, après avoir occupé diverses fonctions de première importance. Ancien militaire, il est considéré comme l'un des rares hommes à influencer directement sur les choix du Président et constitue, à n'en pas douter, l'un de ces plus habiles conseillers, en tant que fin connaisseur de son institution d'origine, pour les questions de défense autant que pour la gestion des relations avec l'armée. La Défense est donc l'apanage presque exclusif de Evo Morales et de certains hommes soigneusement choisis, les trois ministres de la Défense successifs du MAS jouant un rôle de courroie de transmission, non négligeable, mais pas vraiment décisionnel.

La Politique de Défense du MAS

La politique de Défense mise en place par le MAS en 2006 et énoncée dans le Plan Stratégique de la Défense Nationale 2010-15 reprend en réalité les grandes lignes traditionnelles du rôle dévolu aux Forces Armées boliviennes, mais reformulée dans un esprit plus conforme au programme général du MAS : on retiendra (1) la modernisation des Forces Armées que nous allons voir à la suite ; (2) la défense de la souveraineté, du territoire, de la population mais aussi des ressources naturelles, prérogatives classiques en Bolivie depuis les années 1950 ; (3) la participation active au développement et à la lutte contre la pauvreté dont nous avons déjà évoqué les aspects concrets auparavant à travers l'Action Civile des Forces Armées ; (4) le développement d'entreprises décentralisées liées à la Défense et enfin (5) la mise en place d'un système efficace de Défense Civile face aux risques et catastrophes que nous verrons plus bas.¹⁵

En tête des objectifs se trouve donc le renforcement du potentiel des Forces Armées. Les chiffres officiels portent à caution et doivent être manipulés avec beaucoup de prudence, mais il semble sérieux d'affirmer que le budget de la Défense a connu une hausse constante depuis 2008 au moins.¹⁶ Cela concerne avant tout les soldes qui en représentent au moins les deux tiers, et servent à payer les quelques 40.000 membres des Forces Armées, l'armée de terre emportant la majeure partie.

¹⁴ Pour une liste partielle de ces officiers, on consultera : http://www.la-razon.com/nacional/militar-cargos-estrategicos-despues-retiro_0_1726027482.html

¹⁵ Pour la version originale des cinq objectifs principaux définis par le MAS dans le domaine de la Défense, on consultera <http://www.mindef.gob.bo/mindef/node/18> . Nous avons reproduit ces objectifs en annexe.

¹⁶ Pour un aperçu chiffré, on consultera, encore une fois avec beaucoup de prudence, le document suivant : <http://eju.tv/2011/01/presupuesto-de-defensa-crece-123-en-bolivia/>

A ce titre, le MAS a sans doute aucun amélioré les conditions de vie du personnel militaire, autant à travers des mesures propres au secteur que par des mesures d'ordre social qui ont touché l'ensemble de la population. Il n'en reste pas moins que ces conditions de vie et d'exercice du métier des armes restent difficiles au vu de la situation globale du pays, toujours très pauvre, autant que de l'héritage des décennies précédentes. Le cas du commandant de la IIIème division, accusé fin 2010 d'avoir commis une incursion en territoire argentin pour y voler du matériel agricole avec ses troupes, n'est certainement isolé et illustre bien l'état de déliquescence de la plupart des garnisons, toutes forces confondues.¹⁷

Si certaines unités clé sont mieux loties, la réalité de l'ensemble des Forces Armées boliviennes reste de lutter au quotidien contre toutes sortes de limites et de privations. Les moyens font défaut, le matériel est toujours obsolète, en quantité insuffisante, dépareillé et les installations militaires sont délabrées, inadaptées ou d'un autre âge. Très attachés à leur institution et habitué aux sacrifices, les membres des Forces Armées parviennent cependant à maintenir et parfois même améliorer les unités sous leurs responsabilités mais la réelle capacité opérationnelle de la plupart d'entre elles peut sérieusement être mise en doute. Tout ceci nuit évidemment à l'ensemble et à la volonté de définir autant que de mettre en place une politique de défense globale et une doctrine concertée.

Relancer la production locale

Ce tableau peu flatteur doit cependant être contrebalancé par la politique de rénovation et de renforcement actuellement en cours mais dont les résultats sont difficiles à estimer en raison de peu de temps qui s'est écoulé. Conscient de l'état de délabrement de son armée, en particulier dans un secteur aussi technique que les Forces Aériennes, le MAS s'est engagé dans une politique active d'achats et de modernisation du matériel militaire.

On notera au passage la prétention du MAS à relancer la très petite industrie militaire locale qui avait périclité dans les années 1980. Il s'agit avant tout de relever la Corporation des Forces Armées pour la Défense Nationale (COFADENA), œuvre du courant progressiste de l'armée dans les années 1970, et qui chapeautait un chapelet de petites fabriques destinées à la confection d'uniformes, bottes, ceinturons, savons, petits explosifs, nécessaires à la dotation des soldats et que la Bolivie avait dû par la suite importer ou acheter à des prestataires civils.

Pour ses fondateurs comme aujourd'hui pour le MAS, l'idée fondamentale de la COFADENA est de rendre les Forces Armées autosuffisantes pour ce qui constitue la base de leur approvisionnement en matériel, mais aussi en nourriture à travers l'établissement de fermes et projets agricoles militaires, que l'on prévoit aussi de relancer. Tout ceci correspond aux 3^{ème} et 4^{ème} objectifs de la Défense vus plus haut.

¹⁷ Sur l'incident d'octobre 2010 : <http://www.lanacion.com.ar/1322333-insolita-incursion-militar-de-bolivia-en-territorio-argentino>

Bien sûr, cela permettrait d'alléger le poids du budget de la Défense sur le budget national, autant que de réaffecter une partie de celui-ci sur d'autres secteurs militaires en particulier les achats incontournables de matériel lourd et d'armement.

A plus long terme, le MAS prévoit aussi de constituer une industrie militaire locale à même de produire des munitions en quantité, comme c'était le cas il y a longtemps, et même du matériel et de l'armement lourd, conformément aux plans des fondateurs de la COFADENA en 1973. Un premier pas, symbolique, a été effectué avec l'assemblage d'un petit avion d'entraînement en Bolivie¹⁸, mais les capacités réelles de la Bolivie sont encore presque inexistantes, à commencer par un savoir-faire et une expertise dans le domaine qui font cruellement défaut.

Ambitieux, le projet n'en est qu'à ses balbutiements mais illustre néanmoins très bien les rapprochements et les liens étroits qui peuvent être établis entre le Processus de Changement, ici dans son volet « industrialisateur », et les intérêts et objectifs propres à l'armée.

A la recherche de partenaires

En attendant, de manière plus réaliste, le MAS s'est lancé dans une campagne dynamique de prospections auprès des différents fournisseurs d'armes et de matériel militaire disponibles sur le marché international. On notera que dans le cadre de la rupture des relations avec les Etats-Unis, ces derniers, qui constituaient depuis les années 1950 le partenaire privilégié du pays, ont été pour l'instant maintenus à l'écart. Il est difficile cependant de prévoir combien de temps durera cette distanciation, des relations officieuses étant toujours maintenues entre les deux Etats, en particulier dans le domaine de la coopération militaire.

Logiquement, on a pu penser que la Bolivie allait se tourner vers ses nouveaux partenaires « idéologiques », le Venezuela d'Hugo Chavez et le Cuba de Fidel Castro : en effet, avant même l'accès au pouvoir du MAS, des liens étroits avaient été noués sur des bases idéologiques communes avec ces deux Etats. Une fois Evo Morales au pouvoir, ses liens ont donné naissance à un partenariat politique et diplomatique, en même temps qu'à une certaine coopération économique dont l'ALBA, pendant de l'accord de libre-échange continental voulu par les Etats-Unis et du MERCOSUR sous forte influence brésilienne, fut une des expressions.

Certains ont alors craint une inféodation du Processus bolivien au régime castriste et plus encore au Chavisme, inféodation dont l'aspect militaire éventuel a constitué une préoccupation en Bolivie comme à l'étranger¹⁹ : cependant, si la présence du Venezuela avant tout s'est faite fortement sentir à La Paz et a pu constituer une relative ingérence dans les affaires intérieures boliviennes durant les premières années, cela n'a pas donné naissance à beaucoup d'éléments concrets, et surtout pas dans le domaine

¹⁸ Sur l'avion Huayna FAB-X02, on lira avec précaution http://www.aviacionboliviana.net/fab/pres/art_fabx02.htm

¹⁹ Pour illustrer ces préoccupations <http://www.informereservado.net/noticia.php?noticia=5018>

militaire. A ce titre, il est probable que la concurrence perceptible entre les deux Etats « amis » ait annulé la volonté de chacun de s'imposer. Mais surtout, les difficultés intérieures du Venezuela, la longue maladie et le décès d'Hugo Chavez d'un côté, le retrait de Fidel Castro au profit de son frère et la mise en place d'un agenda de transition à Cuba de l'autre, semblent bien avoir sonné le glas de ces ambitions. De fait, à l'heure actuelle, Cuba et le Venezuela ne comptent plus comme des partenaires majeurs, et surtout pas dans le domaine de la Défense.

A défaut, la Bolivie s'est donc rapprochée d'anciens partenaires régionaux comme le Brésil ou l'Argentine, ou s'est ouverte aux poids lourds du marché mondial, comme la Russie, la Chine Populaire et même plus récemment la France. La visite controversée du ministre de la Défense iranien en 2011 a soulevé beaucoup d'interrogations sur le thème de l'uranium, mais ne semble pas avoir, à l'heure qu'il est, débouché sur quoi que ce soit de concret.²⁰ C'est le même constat que l'on peut faire en général pour la politique d'achats du MAS. La Russie a annoncé l'ouverture d'un crédit important pour la Bolivie²¹ et les Chinois se sont faits très présents, étant eux-mêmes très investis dans la course pour le contrôle des ressources naturelles boliviennes. Mais il est encore tôt, pour l'heure, pour voir sur quoi aboutiront ces négociations, en dehors de contrats limités concernant du petit matériel.²² A noter comme un cas à part, en ce qui concerne la Chine Populaire, le projet d'acquisition d'un second satellite d'observation et dont certains analystes ont signalé un possible usage militaire.²³

Pour l'heure, sur la base des réserves financières accumulées grâce aux « nationalisations », la priorité est donnée à l'acquisition d'hélicoptères pour doter les unités déjà existantes de matériel fonctionnel et à même d'opérer en altitude. La Bolivie est par ailleurs intéressée par la rénovation et la reconstitution de son parc aérien, totalement obsolète, par l'acquisition de moyens de défense anti-aérienne, presque inexistant, ainsi que de différents types de plus petit matériel en tout genre à destination des trois armes. A l'évidence, les Forces Aériennes seraient les premières bénéficiaires de cette politique, au détriment des autres forces.

Il convient de mentionner aussi la volonté de l'armée bolivienne, privée pour l'instant du partenariat américain, de suivre des cours de formation, de participer à des échanges ou des exercices conjoints comme avec le Brésil et dont les officiers boliviens, conscients de leur retard et leurs limites, sont très demandeurs. Dans le même esprit, la

²⁰ Voir la déclaration d'intention du ministre iranien de la Défense lors de sa visite à La Paz en 2011.

http://www.eldiario.net/noticias/2011/2011_06/nt110601/0_01ptd.php

²¹ Les premiers accords ont été révélés publiquement en août 2009 et évoquent un crédit de 100 millions de dollars.

http://www.bbc.co.uk/mundo/america_latina/2009/08/090805_2147_bolivia_embajador_rusia_gm.shtml

²² <http://www.emol.com/noticias/internacional/2012/05/12/540162/china-reactiva-ayuda-militar-a-bolivia-por-tres-millones-de-dolares.html>

²³ Officiellement, la principale tâche du satellite serait la prospection, mais on évoque souvent l'usage que pourraient en faire les Forces Armées, mais aussi les Douanes ou la Police, dans la lutte contre la contrebande et le narcotrafic. <http://eju.tv/2013/01/el-segundo-satlite-ser-de-observacin-y-su-lanzamiento-se-realizar-hasta-2016/>

Bolivie cherche à participer à des missions de maintien de la Paix comme elle le fait déjà et qui constitue un moyen de faire rayonner le pays à l'étranger autant que de récompenser les officiers les plus méritants.

Les impératifs de la modernisation

Pour conclure sur la question du plan de modernisation des Forces Armées boliviennes, rappelons-en les principales motivations qui sont multiples. Bien sûr, il s'agit, comme on l'a vu de satisfaire les réclamations d'une institution négligée par les gouvernements précédents et dont le potentiel militaire s'était considérablement affaibli. Accessoirement, cette politique permet de gagner les faveurs des officiers les moins convaincus par le Processus de Changement en leur offrant des bénéfices concrets, qui justifieraient la politique en vigueur.²⁴ La démarche est habile et pèse assurément pour beaucoup dans le fait que la majorité du corps des officiers, en dehors de questions politiques et idéologiques, accordent encore sa bienveillance au MAS quand une partie de la clientèle civile de ce dernier semble déjà se lasser.

Mais cette campagne répond avant tout, on le répète, à la nécessité de remplacer et moderniser des Forces Armées réduites auparavant à l'impuissance. Les grandes catastrophes des dernières décennies comme le tremblement de terre de 1997 ou les hivers terribles du début des années 2000 ont révélé le besoin de compter sur un minimum de matériel utilisable par la Défense Civile, en particulier des hélicoptères d'altitude. C'est d'ailleurs le 5^{ème} objectif défini par le pouvoir. De la même manière, lors des opérations de maintien de l'ordre récentes, l'armée a connu de grands difficultés, avant tout en termes de logistique et de transports, devant faire appel, comme c'était l'usage auparavant à la réquisition de moyens civils, à la fois humiliante et source de conflits potentiels avec la population. En bref, il s'agit avant tout de reconstituer des Forces Armées dignes de ce nom.²⁵

Evidemment, tout ceci intervient dans un contexte de course aux armements régionale qui doit être pris en compte, mais encore une fois, les Forces Armées boliviennes ne cherchent qu'à retrouver leur capacité opérative perdue depuis les années 1980. La modernisation et le réarmement engagé ne permettront pas à la Bolivie de prétendre se hisser à la hauteur de ses principaux voisins comme le Chili ou le Brésil ou même l'Argentine. Les inquiétudes exprimées par le Paraguay, seul pays limitrophe dont le potentiel militaire est sur le papier inférieur à celui de la Bolivie, semblent tout à fait exagérées.²⁶ La Bolivie est en paix avec ses voisins.

²⁴ http://elpais.com/diario/2007/12/03/internacional/1196636405_850215.html : « Evo Morales mima al ejército ».

²⁵ Pour un bilan partiel de la politique de rénovation et de modernisation, voir la conférence de presse effectuée par l'actuel ministre de la Défense, R. Saavedra en novembre 2012. <http://www.noticiassin.com/2012/11/bolivia-moderniza-fuerza-armada-con-nuevo-equipo-y-doctrina-antiimperialista>

²⁶ Pour une comparaison des budgets militaires latino-américains, on pourra voir : http://www.lostiempos.com/media_pdf/2012/08/19/386767_pdf.pdf

La question de la mer

Le cas particulier du Chili mérite néanmoins plus de commentaires : il est certain que le MAS et Evo Morales ont fait de la revendication maritime une priorité et qu'ils tentent régulièrement de mobiliser la population dans ce sens.²⁷ Cependant, cette attitude ne semble être qu'un énième avatar d'un classique de la politique nationale qui consiste à dévier l'attention de la société dans les moments de difficultés internes, en agitant et en nourrissant le ressentiment et l'esprit de revanche anti-chilien. L'accession au pouvoir de Sebastian Piñera en 2010, dont le projet politique et les idées sont à l'opposé du MAS, a contribué à accentuer cette tendance, d'autant plus que les dernières années ont vu le retour des conflits sociaux en Bolivie : mais là encore, il n'y a pas de raison sérieuse de penser que les joutes diplomatiques entre les deux Etats puissent dériver en un conflit armé, ne serait-ce que du fait de l'écrasante supériorité militaire chilienne. Au mieux, les rododromes du MAS ont-elles pour but de pousser les Chiliens à la table des négociations pour résoudre diplomatiquement le différend historique qui les oppose, même s'il est peu probable que le Chili se laisse entraîner dans ce sens.

A noter qu'un autre partenaire obligatoire de la question maritime est le Pérou, lui aussi victime en 1879 de la conquête chilienne, et qui du fait du Traité de Paix de 1929 doit être consulté pour toute décision relative à la mer ; cela d'autant plus que les territoires réclamés par la Bolivie dans le Nord chilien appartenaient en fait à son voisin andin. Le terme du mandat du péruvien Alan Garcia, avec lequel Evo Morales entretenait des relations personnelles exécrables et l'accession à la présidence d'Ollanta Humala en 2011 ont un temps fait penser qu'Evo avait trouvé là un soutien de poids dans la revendication maritime. Cependant, l'expérience a jusque-là montré que s'il existe bien un rapprochement entre le Pérou et la Bolivie depuis deux ans, l'actuel gouvernement nationaliste péruvien ne semble pas prêt à accompagner son voisin bolivien dans une aventure, ne serait-ce que diplomatique, contre le Chili.

Restent les régulières incursions de soldats boliviens en territoire chilien, à l'origine de tensions diplomatiques comme en 2010 ou plus récemment au début 2013. Rappelons qu'elles sont dues à l'absence de marquage net de la frontière dans certains cas, ou encore à la malice d'unités qui luttent officiellement contre la contrebande, mais en sont souvent les premières complices... Bien sûr, un dérapage n'est pas exclu et à chaque fois, cela donne lieu à des échanges tendus entre les deux gouvernements, mais les choses ne tardent jamais à rentrer dans l'ordre.²⁸

²⁷ La Bolivie, qui a perdu la moitié de son territoire originel au profit de tous ses voisins, s'est vue privée de son accès à la mer par le Chili, lors de la Guerre du Pacifique (1879-84).

²⁸ Sur la dernière incursion : <http://www.emol.com/noticias/internacional/2013/03/04/586706/evo-morales-encabeza-condecoracion-a-militares-bolivianos-detenido-en-chile.html>

La Bolivie dans son ensemble régional

Ceci n'empêche pas que la Bolivie constitue à l'heure actuelle un sujet de préoccupation pour ses voisins et cela pour trois raisons essentielles. D'abord, dans un contexte de concurrence à l'échelle mondiale pour le contrôle des ressources naturelles, les immenses réserves boliviennes représentent un enjeu de premier plan et des Etats comme le Chili ou le Brésil, pour ne citer que des pays frontaliers, observent avec attention la Bolivie.

Par ailleurs, dans le cadre des divers processus d'intégration en cours, MERCOSUR, UNASUR et ALBA, la stabilité de cet Etat traditionnellement agité constitue une priorité et une nécessité comme l'a démontré l'attitude du Brésil au moment des manifestations séparatistes de Santa Cruz, moteur économique oriental bolivien, en 2008.²⁹ Garanties de la stabilité nationale, les Forces Armées boliviennes font donc l'objet d'une attention particulière de la part de leurs confrères.

Enfin, la recrudescence de la contrebande et en particulier du narcotrafic, avec un certain laissez-faire du MAS, représente une plaie pour la région et affecte justement avec force les régions frontalières du Chili et du Brésil.

Or depuis un certain nombre d'années, ces deux Etats ont mis la pression sur Evo Morales pour qu'il engage son pays dans une lutte frontale contre ces deux fléaux. Conscient du fait qu'une partie non négligeable de son électorat et des cadres mêmes du parti et de l'Etat profitent plus ou moins directement de ces trafics, Morales a longtemps rechigné à prendre des mesures. Mais alors que la pression s'est accentuée ces derniers temps, il a dû annoncer l'engagement des unités stationnées aux frontières dans le combat contre la contrebande³⁰ et le narcotrafic. Pour l'heure, on est loin du compte, mais il est probable que dans un avenir proche, l'armée bolivienne se voit contrainte d'engager la lutte avec deux conséquences essentielles : une mobilisation des secteurs vivant du trafic contre le pouvoir en place et des heures difficiles pour l'armée, forcément perméable en face de toutes les tentations de la corruption, comme la police nationale a pu l'être jusque-là. Pour mémoire, une expérience similaire avait été tentée au début des années 1980 avec des conséquences néfastes pour l'institution en termes d'image comme de cohésion interne.

Pour conclure, on peut souligner que l'avenir du Processus de Changement est à l'heure actuelle incertain. Le MAS est assis a priori sur des bases solides et Evo

²⁹ En 2008, l'élite politico-économique de Santa Cruz, appuyée sur les départements orientaux de la « Demi-Lune », a favorisé une certaine agitation séparatiste ou en tout cas autonomiste. Le Brésil a alors fait savoir officieusement qu'il regardait avec attention l'évolution de la situation, laissant planer des doutes sur une éventuelle intervention, peut-être commune avec d'autres Etats de la région. La question s'est réglée d'elle-même, essentiellement à travers la reconnaissance par le MAS d'une part d'autonomie régionale, confirmée par la nouvelle Constitution.

³⁰ Un premier décret sur la lutte contre la contrebande a été adopté en 2010, sans effet majeur dans la pratique. <http://www.jornadanet.com/n.php?a=56091-1>

Morales a fait preuve d'un instinct politique certain pour résoudre les crises qui s'offraient à lui. Une majorité de la population n'a pas intérêt à voir l'expérience prendre fin brutalement. Cependant, la Bolivie est habituée aux revirements inattendus et rien ne garantit vraiment la pérennité du Processus à moyen terme. Le problème est que la transition vers un après-Evo, au vu du rôle fondamental et fédérateur qu'il occupe, ne se fera sûrement pas sans accroc. L'absence d'une alternative politique, à l'intérieur ou en dehors du MAS, assombrit le tableau, laissant craindre une période de troubles internes et d'instabilité dans le futur.

Dans cette perspective, les Forces Armées, qui appuient globalement le Processus, quelle que soit la motivation de chacun, devraient prendre position et assumer les responsabilités que la Constitution et l'histoire bolivienne leur imposent ; quitte à occuper provisoirement le pouvoir, ce qu'elles ne souhaitent pas en tant que telles, du fait d'un passé pas si lointain : ou plus probablement, quitte à appuyer une solution transitoire, a priori liée au MAS, à une de ces tendances ou même indépendante de celui-ci, si tant est que celle-ci respecte le plus possible le cadre constitutionnel et démocratique. Par expérience, on peut penser que, sauf cas isolés, et malgré la possibilité de certaines dissensions internes, elles le feraient en bloc, afin de préserver leur sacro-sainte cohésion institutionnelle, et encore une fois, dans le sens d'une recherche de solution acceptable et réaliste, sans volonté d'accaparer le pouvoir, ou d'en établir un qui dépendrait uniquement de leur soutien.

Cependant, alors que la Bolivie est plus que jamais intégrée dans les stratégies des acteurs régionaux, organismes supranationaux et grande puissance brésilienne en pleine affirmation, on peut désormais envisager la possibilité, en cas de déstabilisation majeure, d'une intervention étrangère peut-être même directe, aux conséquences imprévisibles.

Annexe 1

Une chronologie partielle : les Forces Armées boliviennes et le « Processus de Changement ».

2005

18 décembre Le MAS remporte les élections générales avec 53,7% des votes.

2006

22 janvier Evo Morales Ayma devient président de la République, Alvaro Garcia Linera vice-président.

1er mai Nationalisation des Hydrocarbures.

2 juillet Election de l'Assemblée Constituante dominée par le MAS. Référendum sur l'autonomie départementale qui divise le pays entre la partie altiplanique (NON) et la partie amazonienne orientale « Demi-Lune » (OUI).

28 novembre Nouvelle loi de Réforme agraire.

2007

24 novembre Approbation par la Constituante de la base du nouveau texte, en l'absence de l'opposition et au milieu de conflits violents.

2008

1er mai Nouvelle nationalisation dans les secteurs du Pétrole et des Télécommunications.

Mai-Juin 2008 Approbation dans la « Demi-lune » de statuts d'autonomie départementaux, non reconnus par le gouvernement. Craintes de partition du pays.

10 août Morales remporte largement (67,4%) un référendum de révocation qui conforte aussi les gouverneurs d'opposition de la « Demi-lune ».

10 septembre Expulsion de Philip Goldberg, ambassadeur des E-U, à la suite de l'expulsion de l'ambassadeur américain au Venezuela.

Septembre Affrontements violents entre militants du MAS et autonomistes dans le département du Pando (Nord). Etat de Siège et détention du gouverneur d'opposition. Forte tension entre la « Demi-Lune » et le gouvernement. Préoccupation du Brésil.

1er novembre Expulsion de Bolivie de la *Drug Enforcement Agency* (DEA).

2009

23 janvier Nationalisation dans le secteur du Pétrole.

25 janvier Approbation par référendum de la nouvelle Constitution par 61,4% des votes.

6 février Entrée en vigueur de la Nouvelle Constitution qui inclut de multiples changements, entre autres l'adoption de la *Whipala*, drapeau indigène, qui devient drapeau officiel, et d'une nouvelle dénomination pour le pays : « Etat plurinational de Bolivie ».

16 avril Trois ressortissants étrangers, supposément mercenaires liés aux séparatistes orientaux, sont abattus par la police à Santa Cruz : début de l'affaire dite Rozsa : le gouvernement dénonce un plan subversif et lance des mandats d'arrêt contre les représentants de l'opposition locale. L'affaire se poursuit encore aujourd'hui.

1^{er} mai Nationalisation des entreprises en charge de la distribution de kérozène.

21 mai Ouverture de négociations avec les Etats-Unis pour une normalisation des relations, encore en cours à ce jour.

6 août Annonce des premiers accords avec la Russie concernant l'achat de matériel militaire.

6 Décembre Nouvelle victoire de Evo Morales et Alvaro Garcia aux élections générales avancées du fait de la nouvelle Constitution.

15 Décembre Manfred Reyes villa, candidat malheureux de l'opposition et soumis à de multiples procès de la part du gouvernement, abandonne le pays.

2010

22 janvier Début du second mandat de Evo Morales jusqu'en 2015.

23 mars 2010 Entrée en vigueur de la nouvelle devise des Forces Armées « *Patria o Muerte* ».

1^{er} mai Nationalisations dans le secteur de l'électricité et des mines.

30 mai Evo Morales demande aux Forces Armées de s'impliquer dans la lutte contre le narcotraffic.

Décembre Conflit social autour de la suppression des subventions sur les prix des carburants. Embrasement de El Alto et recul du gouvernement.

2011

26 février Arrestation au Panama pour narcotrafic du général Sanabria, haut responsable bolivien de la lutte contre le narcotrafic.

Juin Arrestation au Chili de 14 militaires boliviens ayant pénétré illégalement dans le pays.

Août Début du conflit autour de la construction d'une route traversant le parc national du TIPNIS. Marche indigène vers La Paz, répression violente de la protestation, conflits divers non encore résolus à ce jour. Le conflit du TIPNIS annonce le retour des conflits sociaux en général qui se multiplient dans le pays dans les années suivantes.

31 août Condamnation à des peines allant jusqu'à 15 ans de réclusion de l'Etat-Major ayant assumé la répression d'Octobre 2003, ainsi que de deux ministres en exil.

2012

Janvier Nationalisation dans le secteur du gaz.

Avril-Juillet Nouvelle vague de conflits sociaux, dont une mutinerie de la Police.

1er mai Nationalisation dans le secteur de l'électricité.

Novembre 2012 Découverte d'un réseau de corruption et d'extorsion impliquant de hauts fonctionnaires des ministères de l'Intérieur et de la Justice.

2013

25 janvier Nouvelle arrestation au Chili de trois soldats boliviens ayant pénétré illégalement dans le pays. Début d'une crise diplomatique entre les deux Etats qui se prolonge jusqu'en mars.

8 février Annonce d'une « alliance stratégique » entre le Brésil et la Bolivie, impliquant les Forces Armées des deux pays, pour lutter contre le narcotrafic.

Mars 2013 Visite de Evo Morales à Paris qui évoque avec le président français la volonté de son pays d'acquérir du matériel militaire.

Annexe 2

Le rôle des Forces Armées boliviennes dans la nouvelle Constitution de 2009.

« Titre VII, Chapitre I, Article 244 : Les Forces Armées ont pour mission fondamentale de défendre et conserver l'indépendance, la sécurité et la stabilité de l'Etat, son honneur et la souveraineté du pays ; garantir le respect de la Constitution, garantir la stabilité du Gouvernement légalement constitué, et participer au développement intégral du pays. »

Les objectifs du Plan Stratégique de la Défense Nationale de 2010 :

1. *« Atteindre le renforcement et la modernisation des Forces Armées.*
2. *Pour préserver la souveraineté, la sécurité, et la défense du territoire national, de la population et des ressources naturelles.*
3. *Atteindre une participation active et effective du secteur de la Défense dans les tâches de développement national et de lutte contre la pauvreté.*
4. *Promouvoir le développement des entreprises décentralisées et déconcentrées du secteur de la Défense.*
5. *Créer un système de Défense nationale civile fort, pour la gestion des risques et la prise en charge des désastres. »*

Les pouvoirs étendus du Président bolivien.

En tant que capitaine général des Forces Armées, le président de l'Etat Plurinational de Bolivie désigne personnellement et directement le ministre de la Défense, à l'instar des autres ministres, le Commandant en chef des Forces Armées, ceux des trois Forces qui les composent, ainsi que leurs quatre Chefs d'Etats-Majors respectifs.

Tous peuvent être relevés de leurs fonctions à tout moment. Le président dirige par ailleurs le Conseil Suprême de Défense de l'Etat Plurinational, organe fondamentalement consultatif, et réunissant le ministre de la Défense, ainsi que le commandant en chef des FA, les trois commandants généraux et leurs Etats-Majors.

Les Forces Armées boliviennes dans le « Processus de Changement » du gouvernement d'Evo Morales (2005-2013)

Un aperçu du « Processus de Changement » en Bolivie	1
Un acteur majeur de la politique nationale	3
La victoire du MAS	4
Les velléités de revanche	5
Le rôle de l'armée dans les actions répressives du MAS	6
La volonté d'endoctrinement des Forces Armées	7
Le rôle d'Evo Morales et ses conseillers en matière militaire	9
La Politique de Défense du MAS	10
Relancer la production locale	11
A la recherche de partenaires	12
Les impératifs de la modernisation	14
La question de la mer	15
La Bolivie dans son ensemble régional	16
Annexe 1 Chronologie	18
Annexe 2 Textes	21